

UN VIRUS DÉTECTÉ DANS UN HÔPITAL À TIZI-OUZOU

Fausse rumeur et vrais problèmes à la clinique Sbihi

Un virus aurait été décelé chez les parturientes de la clinique Sbihi ces derniers jours, selon la rumeur qui ne cesse de peindre en noir, à tort ou à raison, cette unique établissement hospitalier spécialisé de la wilaya de Tizi-Ouzou.

La rumeur que nous avons tenu à vérifier doublement, auprès de la direction et des médecins, s'est révélée fausse.

Il s'agirait d'une agitation cyclique, depuis une dizaine d'années, visant, par l'intermédiaire de certains relais, à déstabiliser cette institution irremplaçable du secteur public au profit des cliniques privées d'après la directrice qui confirme avoir entendu la même rumeur avec, soi-disant, la mort de parturientes, soulignant, par ailleurs, qu'elle coïncide avec une forte augmentation de l'activité de son établissement générée par un changement radical de l'infrastructure et de l'équipement, et ce, aux dépens des cliniques privées.

"Si par le passé, dans les conditions déplorables à plus d'un titre, nous n'avons enregistré aucun virus, ce n'est sûrement pas maintenant avec les transformations subies par l'établissement que pareil phénomène peut surgir", souligne la directrice. Il s'agirait plutôt de maladies nosocomiales et d'infections par ot post-natales contractées à l'extérieur de l'établissement dont la fonction, rappelle-t-elle, ne se limite pas aux accouchements, il assure des hospitalisations pour les maladies gynécologiques.

Ce genre de maladies, ajoute

la même source, surgit dans tous les établissements hospitaliers à travers le monde, la norme universelle de tolérance est de 14% et la cote d'alerte à partir de ce seuil, nous en sommes encore loin, affirme-t-elle sans avancer un chiffre précis, les statistiques trimestrielles n'étant pas encore prêtes. Mais dès le premier signe, c'est la désinfection automatique.

Le virus est démenti du côté des médecins également qui signalent en revanche un taux d'infection plus élevés que d'habitude, des parturientes sorties reviennent avec des infections, d'autres sont constatées sur place. Pour les médecins qui ne se prononcent pas encore sur le ou les origines, attendant les résultats des prélèvements effectués, il ne s'agit ni de minimiser ces infections ni de les grossir, elles sont là, plus élevées que d'habitude, il faut donc en chercher la ou les causes.

Mais, soulignent-ils, l'essentiel est ailleurs, dans l'insuffisance de gynécologues obstétriciens qui, face au mépris dont ils sont l'objet, démissionnent les uns après les autres ou, dans le meilleur des cas, quittent l'établissement à la fin de leur service civil, la clinique se vide, une dizaine sont déjà partis, les gardes sont assurées par les gynécologues de la périphérie.

La direction les rejoint sur ce point, elle se montre préoccupée par les départs de gynécologues et le vide qui se crée dans ce sillage. Bientôt il ne restera que deux spécialistes pour un établissement qui, en plus de parturientes de la wilaya, reçoit des évacués de Béjaïa, Bouira et Boumédès. Et que faire lorsque trois urgences tombent en pleine garde avec un seul médecin ?

Les cliniques privées sont, dans ce cas, l'unique secours en l'absence d'un service de maternité au niveau du CHU. A entendre les responsables de la clinique Sbihi, le service de maternité ouvert, il y a quelque temps au niveau de l'hôpital Belloua, sur les hauteurs au nord de Tizi-Ouzou, est trop éloigné pour les urgences, il ne fonctionnerait même pas pour les accouchements en dépit du fait qu'il est doté de quatre maîtres assistants et de nombreux résidents. Les vrais problèmes consistent, d'après les mêmes interlocuteurs, à doter la clinique Sbihi, unique établissement de gynécologie obstétrique dans la wilaya, d'une équipe stable à motiver par un salaire conséquent et à créer un service de maternité, proche de la pédiatrie, au sein du CHU Nedir-Mohamed afin de permettre à la clinique Sbihi de s'occuper uniquement des accouchements.

Par ailleurs, les diplômés de la faculté de médecine choisissent de faire une année de service civil

à Tamanrasset plutôt que quatre ans à Tizi-Ouzou quant à la régulation des cas urgents entre la clinique et le service de maternité du Belloua, cela relève des prérogatives de la DSP, nous rétorque-t-on de même source. A l'exemple de nombreux services du CHU, la clinique Sbihi est méconnaissable pour les habitués des lieux, le marbre, la faïence, le faux-plafond, les climatiseurs, la propreté apparente font penser aux établissements européens similaires, les commodités autrefois intégrées dans les salles sont désormais isolées en blocs sanitaires flamboyants neufs mais qu'en est-il, côté accueil, prise en charge des malades, prestation de services au plan médical et paramédical...

Là, les récriminations habituelles n'ont pas tout à fait disparu mais elles se font de loin moins nombreuses et moins fréquentes. Ce qui est évident, c'est la surcharge des salles de cinq à sept lits parfois à deux dans le même lit et parfois par terre, notamment durant le mois d'août dernier.

Cet été, l'établissement a enregistré jusqu'à quinze césariennes par jour, selon le responsable administratif. Il est temps que la tutelle s'avise, au moins, à lui affecter une bonne équipe pour faire face à l'important volume de travail qui dépasse les capacités de l'infrastructure et du personnel médical et paramédical.

B. T.

LES BRÈVES

SUITE À L'OCCUPATION
DU SIÈGE DE L'APC D'AZAZGATrois captages
pour Aït-Bouadda

La montée au créneau des citoyens d'Aït-Bouadda, qui ont occupé le siège de l'APC d'Azazga samedi et dimanche derniers, pour protester contre le détournement d'un projet de captage de trois sources d'eau au profit d'un quartier sur les cinq que comprend leur village (voir notre édition de lundi), a connu un dénouement heureux. Absent la veille, le chef de daïra, s'est rendu sur place au deuxième jour de la manifestation pour s'enquérir de la situation auprès du comité de village, convié à une réunion express au siège de la daïra en présence du responsable de la subdivision hydraulique et du président d'APC d'Azazga qui n'avait pas réussi, la veille, à convaincre les manifestants de surseoir à leur action. A l'issue des débats sanctionnés par un P-V minute, promesse est donnée au village de le faire bénéficier d'un projet de captage de trois nouvelles sources qui seront raccordées aux trois déjà captées pour alimenter l'ensemble du village sur lequel soufflait le vent de la division. L'hydraulique prendra en charge les travaux de captage et de la conduite jusqu'à la bache à eau et l'APC financera le reste du projet. Pragmatiques, les villageois avaient évacué la proposition, jugée utopique, d'un projet d'AEP d'un milliard de centimes pour se battre sur ce projet concret, d'autant que le subdivisionnaire de l'hydraulique a été instruit de lancer immédiatement les appels d'offres selon le comité de village qui affichait une relative satisfaction.

S. Hammoum

L'ENSEIGNEMENT
DE L'ESPAGNOL
À OUM-EL-BOUGHAILes élèves du secondaire
pris en otages

Il est évident que l'enseignement des langues étrangères est d'un apport considérable pour les futures générations, malheureusement ce n'est pas le cas au niveau de la wilaya d'Oum-El-Bouaghi. En effet, la dispense de la langue espagnole est programmée pour les deuxièmes années secondaires depuis l'année dernière, mais les étudiants n'ont jamais eu de cours dans cette langue. Les pouvoirs publics en introduisant cette langue ont-ils pensé au corps professoral devant dispenser l'espagnol ? Les universités de la région ont-elles fourni des étudiants dans cette filière ?

Les élèves de deuxième année se trouvant cette année en terminale vont-ils composer dans cette matière ou vont-ils, en être dispensés ? L'inquiétude des parents d'élèves est plus que justifiée. N'est-il pas plus judicieux de prévoir des professeurs en offrant des mesures incitatives (hébergement et autres...)

A noter que pour les littéraires, cette discipline est d'un coefficient important. Les lycéens de deuxième année vivront-ils des séances de repliège (au lieu de recevoir des cours d'espagnol) les étudiants ont eu droit aux cours d'anglais et de français comme ce fut le cas l'année dernière.

Moussa Chtaha

TLEMCEM

La Gendarmerie
nationale dresse
son bilan mensuel

Le bilan établi par les éléments du Darak el-Watani, du mois en cours, fait état de différentes interventions. Arrestation de plusieurs personnes activant dans la contrebande et la saisie d'importantes marchandises. Cette brigade a intercepté 29 personnes impliquées dans 113 affaires dont 20 ont été placées sous mandat de dépôt et les autres mises en liberté provisoire. Au cours de ces interventions, il a été procédé à la récupération de 59 550 l d'essence, 220 kg de pommes de terre, 186,72 g de drogue, 240 paires de chaussures, 6 portables et 13 véhicules.

Par ailleurs, 14 affaires relatives à l'émigration clandestine ont été traitées dans la même période et de 25 personnes arrêtées.

RENTREE UNIVERSITAIRE
9 000 nouveaux étudiants

L'ouverture officielle de la rentrée universitaire 2007-2008 a eu lieu aujourd'hui au pôle universitaire Abou Bakr-Belkaid. Cet établissement a enregistré, cette année, 9000 nouveaux inscrits et le chiffre global des étudiants est de 38000. Pour sa part, le pôle universitaire de Maghnia a accueilli 8000 étudiants dont 300 nouveaux bacheliers. Notons que le pôle universitaire de Mansourah a bénéficié de 4000 places pédagogiques.

Faïza B.

TRAFIC, SPÉCULATION ET MALVERSATIONS

Une énième enquête à l'Agence foncière de Béchar

L'Agence foncière de Béchar est passée, une nouvelle fois, sous les feux de la rampe. Une énième enquête ordonnée, cette fois-ci, par le wali, vient d'être déclenchée par les services de la Sûreté de wilaya au niveau de cet établissement.

L'information a été révélée la semaine dernière par le chef de l'exécutif lui-même en marge de la cérémonie d'ouverture de l'année de la formation professionnelle.

"Il est inadmissible que certains bénéficient de milliers de mètres carrés de terrain alors que d'autres sont exclus", a-t-il fustigé avant d'ajouter : "Je suis là pour suivre cette enquête et ceux qui ont fauté doivent payer." Il faut souligner que la cession de lots de terrain aux particuliers est officiellement suspendue depuis plusieurs années. Plusieurs

notes interdisant la vente de lots de terrain ont été établies par la wilaya et ce, depuis début 2000. Mais ces notes n'ont servi en réalité qu'à calmer les petites gens qui ont, depuis des décennies, déposé des dossiers pour acquérir honnêtement un petit lopin de terrain.

Ce trafic et la spéculation ont depuis toujours existé au niveau de cette agence. C'est un secret de Polichinelle. De nombreux responsables et membres des services de sécurité se sont enrichis grâce à cette agence. Aussi, plusieurs enquêtes ont été diligentées suite à des plaintes émanant notamment de l'ex-wali mais celles-ci se sont terminées en queue de poisson. Aucun fonctionnaire de cette agence n'a jamais été inquiété. Les scandales ont toujours été étouffés. Plusieurs citoyens estiment que ces enquêtes n'ont servi en fait qu'à exercer

des pressions sur les responsables de l'agence pour soutirer le maximum. Les prête-noms utilisés par les responsables "spéculateurs", sont connus de tous au niveau de l'agence foncière. "J'ai peur des harcèlements, je ne peux pas vous donner tous les prête-noms.

Mais si les enquêteurs veulent aboutir à la réalité, il leur suffit de voir du côté de la Conservation foncière. Tout est enregistré", nous dira un fonctionnaire de cette agence, M. Mecheri, qui a déclaré devant la presse que "les auteurs des malversations et leurs complices vont payer". Ira-t-il jusqu'au bout de sa détermination ?

Les vrais spéculateurs vont-ils être dénichés ? Wait and see ! Un pari et une lourde responsabilité devant la population de Béchar.

Liès Mourad

ÉLECTIONS LOCALES À SAÏDA

La fièvre monte... causée par des «infiltrations militantes»

Au niveau de la wilaya de Saïda, certaines formations politiques, ayant pignon sur rue, ont déjà commencé et ce, bien avant l'heure leur campagne électorale sur fond de polémique.

Selon une source influente du parti, les commissions, chargées du tamisage des dossiers de candidatures déposés au niveau des kasmas I et II, ont achevé leur travail préliminaire en enregistrant pas moins de 145 candidatures et qu'il ne reste que quelques retouches avant la réunion de la commission de wilaya - prévue cette semaine - qui aura à examiner les dossiers avant de les transmettre à la commission nationale du parti à Alger pour trancher sur les listes des partants pour les 16

APC et APW que compte la ville conservatrice de Saïda. Pour le moment, la guerre de position fait rage, le climat est tendu et les discussions débordent, sortent des murs de la mouhafadha et s'installent dans les cafés de la place publique au vu et au su de tout le monde. C'est un spectacle de désolation auquel l'on est invité à assister presque chaque soir après les tarawih.

Les accusations et les intimidations sont monnaie courante. Parmi les prétendants aux élections locales du 29 novembre prochain, il y a des candidats qui, chacun selon ses possibilités financières et populaires, briguent qu'un fauteuil qui un strapontin. Les alliances vont bon train, les spéculations aussi. Parmi les postulants, il y a la majorité des membres des différentes commissions de candidatures des 17 kasmat, dont celle

du mouhafadh par intérim ainsi que les membres de sa commission, il y a aussi les candidatures de l'ex-SG de l'UGTA des années de plomb, MGA, l'actuel président de l'APW, O. H. quelques élus sortants dont l'actuel maire de la ville de Saïda, et des femmes faiblement représentées. La rue est, en revanche, plus loquace concernant les tractions en cours, on parle de deux tendances FLN qui rivaliseraient d'audace pour conquérir le terrain.

Du côté RND, encore "groggy" depuis les dernières élections législatives, il ne se manifeste que timidement, le plus gros de sa troupe ayant opté pour l'abandon du navire. A l'exception du coordinateur de wilaya qui convoite la mairie de Saïda et le président de la chambre de l'agriculture qui fait les yeux doux à l'APW. Quant aux autres partis tels que le MSP, FNA,

En-Nahda pour ne citer que ceux-là, c'est bouche cousue.

En tous les cas, les candidats des différents partis politiques commencent déjà à adopter des attitudes similaires envers les citoyens, à savoir les paroles mielles et humbles et ce, pour un seul but : devenir maire de la ville ou président de l'APW, tout en s'affichant publiquement dans les mosquées, mais il est dit que les négociations sont fortement secouées et révèlent des rivalités aiguës et des antipathies latentes ainsi que des divergences qui ôtent toute cohérence pour une autre bataille déterminante pour l'avenir de la ville.

Tickets non encore vendus pour une course qui rapporte gros. Heureux celui qui arrive le premier le 29 novembre prochain.

M. B. Amine